

Décision n°2014 - 000068 /ARCEP/SG/DGSN
portant sur l'attribution d'un numéro vert au Ministère
de la Promotion de la Femme.

LE PRESIDENT DE L'AUTORITE DE REGULATION DES
COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES ET DES POSTES (ARCEP)

-
- Vu la Constitution ;
 - Vu le décret n°2012-1038/PRES du 31 décembre 2012 portant nomination du Premier Ministre ;
 - Vu le décret n°2013-002/PRES/PM du 02 janvier 2013 portant composition du Gouvernement du Burkina Faso ;
 - Vu le décret n° 2013-104/PRES/PM/SGG-CM du 07 mars 2013 portant attributions des membres du Gouvernement ;
 - Vu la loi n° 061-2008/AN du 27 novembre 2008 portant réglementation générale des réseaux et services de communications électroniques au Burkina Faso, ensemble ses modificatifs ;
 - Vu l'acte additionnel A/SA 1/01/07 de la CEDEAO du 19 janvier 2007 relatif à l'harmonisation des politiques et du cadre réglementaire du secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) ;
 - Vu l'acte additionnel A/SA 3/01/07 de la CEDEAO du 19 janvier 2007 relatif au régime juridique applicable aux opérateurs et fournisseurs de services ;
 - Vu la loi n°061-2008/AN du 27 novembre 2008 portant réglementation générale des réseaux et services de communications électroniques au Burkina Faso ;
 - Vu le décret n°2009-346/PRES/PM/MPTIC du 25 mai 2009 portant attributions, composition, organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques ;
 - Vu le décret n°2009-614/PRES/PM/MCE/MEF du 12 août 2009 portant nomination des membres du Conseil de régulation ;
 - Vu le décret n°2009-615/PRES/PM/MCE/MEF du 12 août 2009 portant nomination du Président du Conseil de régulation ;
 - Vu le décret n°2012-649/PRES/PM/MTPEN/MEF du 24 juillet 2012 portant nomination de Conseillers du Conseil de régulation de l'ARCEP ;
 - Vu le décret n°2013-1027/PRES/PM/MDENP/MEF du 11 novembre 2013 portant nomination de Conseillers du Conseil de régulation de l'ARCEP ;
 - Vu la lettre du 28 mars 2014 du Ministre Délégué Chargé du Budget demandant l'attribution d'un numéro vert au profit du Ministère de la Promotion de la Femme ;

.../...

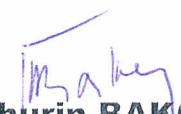
D E C I D E

- Article 1 :** Le numéro **80 00 11 93**, destiné à la dénonciation des violences conjugales est attribué au **Ministère de la Promotion de la Femme**.
- Article 2 :** En application des dispositions de l'article 95 de la loi n° 061-2008/AN du 27 novembre 2008, le numéro attribué à l'article 1 ci-dessus ne peut devenir la propriété du **Ministère de la Promotion de la Femme** et ne peut faire l'objet de transfert qu'après accord de l'ARCEP.
- Article 3 :** Tout appel sur ce numéro est gratuit pour l'appelant mais l'utilisation est facturée par l'opérateur à son détenteur.
- Article 4 :** Le **Ministère de la Promotion de la Femme**, adresse à l'ARCEP au plus tard le 31 décembre de chaque année, un rapport sur l'utilisation effective de ce numéro.
- Article 5 :** Le Directeur de la Gestion du Spectre et de la Numérotation est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au journal officiel du Burkina Faso.

Ouagadougou, le 01 AVR 2014

AMPLIATIONS :

- ONATEL SA
- Airtel Burkina Faso S.A
- Telecel Faso
- J.O
- Chrono


Mathurin BAKO
Officier de l'Ordre National

